

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 19/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROPLAVAGE

19 rue Ettore Bugatti

ZI Ouest

67150 ERSTEIN

Code AIOT : 0006704137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2024 dans l'établissement EUROPLAVAGE implanté 19 rue Ettore Bugatti - ZI Ouest - 67150 ERSTEIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un signalement de plaintes de riverains de la société EUROPLAVAGE a été transmise par le Maire d'Erstein par courrier du 16/10/2024. Elles concernent des odeurs nauséabondes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROPLAVAGE
- 19 rue Ettore Bugatti - ZI Ouest - 67150 ERSTEIN
- Code AIOT : 0006704137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société exploite une installation de lavage de citernes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	AIR	Arrêté Préfectoral du 19/02/2007, article 8.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'odeur.

Les eaux de lavage sont traitées par une station d'épuration avant envoi vers le réseau d'assainissement. La centrifugeuse de la station d'épuration est hors service depuis le mois de septembre 2024. Les boues liquides génèrent plus d'odeur que les boues solides. Cet incident a pu

augmenter temporairement les odeurs générées par l'installation. Depuis l'arrêt de la centrifugeuse, les boues liquides sont pompées et évacuées par camion et traitées par la filière habituelle. L'exploitant a mandaté une société le 06/09/2024 pour optimiser sa station.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AIR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2007, article 8.6
Thème(s) : Risques chroniques, odeurs
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions pour limiter les odeurs issues de ses installations. En particulier, les effluents gazeux odorants sont captés à la source et canalisés au maximum. Les effluents gazeux odorants provenant de la station d'épuration interne ou du stockage de résidus ou de boues feront l'objet, si nécessaire, de traitements appropriés.
Constats : Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'odeur. L'exploitant exploite une installation de nettoyage de citernes de produits alimentaires. Cette activité génère des eaux souillées par des produits alimentaires. Les eaux sont traitées par une station d'épuration avant envoi vers le réseau d'assainissement. Elles suivent le cycle suivant : <ul style="list-style-type: none"> • injection de polymères, soude, chlorure ferrique et des eaux de process dans un bassin tampon. C'est un point de faiblesse identifié par l'exploitant. La quantité de polymères doit être ajustée par rapport au volume d'effluent entrant. Elle est faite manuellement dans le dispositif actuel. Lorsque la quantité est mal ajustée, des odeurs sont générées ; • transfert vers un flottateur qui permet de séparer les matières en suspension des eaux ; • les boues liquides générées sont collectées dans une fosse puis traitées par une centrifugeuse pour obtenir des produits secs. La centrifugeuse est hors service depuis le mois de septembre 2024 ; • évacuation des boues solides dans une filière adaptée. L'exploitant a transmis la fiche d'identification de déchets (FID) pour l'évacuation des boues. Elle date du 05/06/2023 et est valable 3 ans. Les boues liquides génèrent plus d'odeur que les boues solides. L'arrêt de la centrifugeuse a pu augmenter temporairement les odeurs générées par l'installation. Depuis l'arrêt de la centrifugeuse, les boues liquides sont pompées et évacuées par camion et traitées par la filière habituelle. L'exploitant a mandaté une société le 06/09/2024 pour optimiser sa station.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant d'être informée de la fin des travaux d'optimisation de la station.
Type de suites proposées : Sans suite
